

NOTE DE LA TRIBUNE FRANCO-RWANDAISE <http://www.france-rwanda.info>

Article de Helen C Epstein, paru dans **The Guardian.com** du 12 septembre 2017

Titre anglais : America's secret role in the Rwandan genocide

<https://www.theguardian.com/news/2017/sep/12/americas-secret-role-in-the-rwandan-genocide>

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

1

# Le rôle secret de l'Amérique dans le génocide rwandais

**La violence qui a choqué le monde en 1994 n'est pas venue de nulle part. Alors que la CIA observait, ses alliés dans le gouvernement ougandais ont contribué à répandre la terreur et à alimenter la haine ethnique.**

Par Helen C Epstein

**Mardi 12 septembre 2017**

**E**ntre avril et juillet 1994, des centaines de milliers de Rwandais ont été assassinés lors du génocide le plus rapide jamais enregistré. Les tueurs utilisaient des outils simples - des machettes, des clubs et d'autres objets émoussés, ou rassemblaient des gens dans des bâtiments et les mettaient en flammes avec du kérosène. La plupart des victimes étaient d'origine minoritaire tutsi; la plupart des tueurs appartenaient à la majorité Hutus.

Le génocide du Rwanda a été comparé à l'Holocauste nazi dans sa brutalité surréaliste. Mais il y a une différence fondamentale entre ces deux atrocités. Aucune armée juive ne représentait une menace pour l'Allemagne. Hitler a ciblé les Juifs et d'autres groupes faibles uniquement à cause de ses propres croyances et des préjugés prévalant de l'époque. Les génocidaires hutus rwandais, comme les personnes qui ont tué pendant le génocide, étaient également motivés par des croyances et des préjugés irrationnels, mais la poudre contenait un autre ingrédient important: la terreur.

Trois ans et demi avant le génocide, une armée rebelle d'exilés tutsis principalement rwandais connus sous le nom de Front patriotique rwandais ou RPF avait envahi le Rwanda et mis en place des camps dans les montagnes du nord. Ils ont été armés et formés par l'Ouganda voisine, qui a continué à les fournir tout au long de la guerre civile qui a suivi, en violation de la Charte de l'ONU, des règles de l'Organisation de l'unité africaine, du cessez-le-feu rwandais et des accords de paix et des promesses répétées du président ougandais, Yoweri Museveni.

Au cours de cette période, les fonctionnaires de l'ambassade des États-Unis à Kampala savaient que les armes franchissaient la frontière et la CIA savait que la force militaire croissante des rebelles faisait augmenter les tensions ethniques au Rwanda à un degré tel que des centaines de milliers de Rwandais pourraient mourir largement la violence ethnique. Cependant, Washington a non seulement ignoré l'aide de l'Ouganda aux rebelles rwandaises, mais a également renforcé l'aide militaire et de développement à Museveni et l'a qualifié de pacificateur une fois le génocide en cours.

La haine des génocidaires hutus déchaînés représente le pire que les êtres humains sont capables, mais en considérant ce qui a conduit à cette catastrophe, il est important de garder à l'esprit que la violence n'était pas spontanée. Il a émergé d'un siècle ou plus d'injustice et de brutalité des deux

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

côtés, et bien que les génocidaires aient retombé contre les innocents, ils ont été provoqués par des rebelles fortement armés fournis par l'Ouganda, alors que les États-Unis l'ont regardé.

L'armée rebelle du FPR représentait des réfugiés tutsis qui avaient fui leur pays au début des années 1960. Pendant des siècles avant cela, ils avaient formé une caste minoritaire d'élite au Rwanda. Dans un système continué sous le colonialisme belge, ils ont traité les paysans hutus comme des serfs, les forçant à travailler sur leurs terres et parfois les battant comme des ânes. La colère hutu a mijoté jusqu'à peu avant l'indépendance en 1962, puis a explosé dans des pogroms brutaux contre les Tutsis, dont des centaines de milliers ont fui vers les pays voisins.

En Ouganda, une nouvelle génération de réfugiés tutsis a grandi, mais ils se sont bientôt impliqués dans la politique mortelle de leur pays adoptif. Certaines ont formé des alliances avec les Tutsis ougandais et la tribu étroitement liée de Hima - Museveni - dont beaucoup étaient des partisans de l'opposition et donc considérés comme des ennemis par le président Milton Obote, qui a gouverné l'Ouganda dans les années 1960 et encore au début des années 1980.

Après que Idi Amin a renversé Obote en 1971, de nombreux Tutsis rwandais sont sortis des camps de réfugiés de la frontière. Certaines ont porté sur le bétail des Ougandais riches; d'autres ont acquis des biens et ont commencé à cultiver; certains sont mariés dans des familles ougandaises; et un petit nombre a rejoint le State Research Bureau, l'appareil de sécurité redouté d'Amin, qui a infligé la terreur aux Ougandais. Lorsque Obote est retourné au pouvoir dans les années 80, il a dépouillé les Tutsis rwandais de leurs droits civils et les a ordonné dans les camps de réfugiés ou à travers la frontière avec le Rwanda, où ils n'ont pas été accueillis par le gouvernement dominé par les Hutu. Ceux qui ont refusé d'y aller ont été agressés, violés et tués et leurs maisons ont été détruites.

Mon retour au Rwanda: confronter les fantômes du génocide 21 ans plus tard

En réponse aux abus de Obote, de plus en plus de réfugiés rwandais se sont joints à l'Armée de résistance nationale, un groupe rebelle anti-Obote fondé par Museveni en 1981. Lorsque les rebelles de Museveni ont pris le pouvoir en 1986, un quart d'entre eux étaient des réfugiés tutsis rwandais et Museveni leur a accordé haut rang dans la nouvelle armée ougandaise.

La promotion de Museveni des réfugiés rwandais dans l'armée a généré non seulement un ressentiment en Ouganda, mais une terreur au Rwanda, où la majorité des Hutus craignaient depuis longtemps une attaque des réfugiés tutsis. En 1972, quelque 75 000 Hutus éduqués - presque tous ceux qui pouvaient lire - avaient été massacrés dans le Burundi, un pays voisin du Rwanda avec une composition ethnique semblable. Au cours des années 1960, les réfugiés tutsis de l'Ouganda ont lancé des grèves armées occasionnelles à travers la frontière, mais l'armée rwandaise les a facilement combattues. Chaque attaque a déclenché des représailles contre les Tutsis qui sont restés à l'intérieur du Rwanda - dont beaucoup ont été arrondis, torturés et tués - sur le simple soupçon d'être partisans des combattants réfugiés. À la fin des années 1980, une nouvelle génération de réfugiés, avec la formation et les armes fournies par l'Ouganda de Museveni, représentait une menace potentiellement beaucoup plus grande. Selon l'historien André Guichaoua, la colère et la peur se sont accrochées à chaque altercation du bar, à chaque dispute de bureau et à chaque sermon d'église.

Au moment où Museveni a pris le pouvoir, le sort des réfugiés tutsis a été porté à l'attention de l'ouest, qui a commencé à faire pression sur le gouvernement du Rwanda pour leur permettre de

revenir. Au début, le président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, a refusé de protester contre le fait que le Rwanda figurait parmi les pays les plus peuplés du monde, et ses habitants, dépendants de l'agriculture paysanne, ont besoin de terres pour survivre. La population a augmenté depuis que les réfugiés sont partis, et le Rwanda était maintenant plein, a déclaré Habyarimana.

Bien qu'il ne l'ait pas dit publiquement, la surpopulation n'était certainement pas la principale préoccupation de Habyarimana. Il savait que les dirigeants des réfugiés n'étaient pas seulement intéressés par quelques parcelles de terrain et des houes. L'objectif professé par le FPR était le droit des réfugiés, mais son véritable objectif était un secret secret dans la région des Grands Lacs en Afrique: renverser le gouvernement de Habyarimana et prendre le Rwanda par la force. Museveni avait même informé le président rwandais que les exilés tutsis pourraient envahir, et Habyarimana avait également déclaré aux fonctionnaires du département d'état américain qu'il craint une invasion venant de l'Ouganda.

Un après-midi au début de 1988, lorsque les nouvelles étaient lentes, Kiwanuka Lawrence Nsereko, un journaliste du Citizen, un journal indépendant ougandais, s'est arrêté pour voir un ancien ami au ministère des Transports du centre-ville de Kampala. Deux officiers supérieurs de l'armée, dont Lawrence savait, étaient dans la salle d'attente à son arrivée. Comme beaucoup d'officiers de Museveni, ce sont des réfugiés tutsis rwandais. Après quelques préliminaires polis, Lawrence a demandé aux hommes ce qu'ils faisaient là-bas.

"Nous voulons que certains de nos gens soient au Rwanda", a répondu l'un d'entre eux. Lawrence frémit. Il avait grandi parmi les Hutus qui avaient fui l'oppression tutsie au Rwanda avant l'indépendance en 1962, ainsi que les Tutsis qui avaient fui les pogroms dirigés par les Hutu qui l'ont suivie. Le catéchiste de l'enfance de Lawrence était un Tutsi; les Hutus qui travaillaient dans les jardins de sa famille n'assisteraient pas à ses leçons. Au lieu de cela, ils ont échangé des histoires fantastiques sur la façon dont les Tutsis ont utilisé leurs esclaves hutus comme des spittoons, expectorant dans leur bouche, au lieu de sur le sol.

Les officiers sont allés parler au premier responsable du transport, et quand le tour de Lawrence est venu, il a demandé à son ami ce qui s'était passé. Le fonctionnaire était exalté. Les Rwandais sont venus exprimer leur soutien à un nouveau programme des frontières ouvertes, at-il dit. Bientôt, les Rwandais vivant en Ouganda seraient autorisés à traverser et à visiter leurs proches sans visa. Cela aiderait à résoudre le problème des réfugiés, at-il expliqué.

Lawrence était moins optimiste. Il a soupçonné que les Rwandais pourraient utiliser le programme des frontières ouvertes pour surveiller une invasion ou même effectuer des attaques au Rwanda. Quelques jours plus tard, il est entré dans un colonel tutsi rwandais dans l'armée ougandaise, nommé Stephen Ndugute.

"Nous retournons au Rwanda", a déclaré le colonel. (Lorsque le FPR finit par prendre le Rwanda en 1994, Ndugute serait le deuxième commandant.)

Beaucoup d'Ougandais étaient impatients de voir les officiers rwandais de Museveni partir. Ils n'occupaient pas seulement des postes supérieurs de l'armée, mais beaucoup d'Ougandais se sentaient détenus par des Ougandais, mais certains étaient également notoires pour leur brutalité. Paul Kagame, qui a continué à diriger la reprise du Rwanda par le FPR et a gouverné le Rwanda

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

depuis le génocide, a été chef intérimaire de l'intelligence militaire, dont le quartier général Lawrence lui-même avait été torturé. Dans le nord et l'est de l'Ouganda, où une campagne sévère de contre-insurrection était en cours, certains des plus graves abus de l'armée avaient été commis par des officiers tutsis rwandais. En 1989, par exemple, des soldats sous le commandement de Chris Bunyenyezi, également un chef du FPR, ont rassemblé des dizaines de rebelles soupçonnés dans le village de Mukura dans un wagon vide sans ventilation, verrouillèrent les portes et leur ont permis de mourir d'étouffement.

Lawrence avait peu de doute que si la guerre éclatait au Rwanda, ça allait être «très, très sanglant», m'a-t-il dit. Il a décidé d'alerter le président du Rwanda. Habyarimana a accepté de le rencontrer lors d'une visite d'état en Tanzanie. Dans un hôtel de Dar es-Salaam, un journaliste de 20 ans a averti le leader rwandais des dangers du programme des frontières ouvertes. "Ne vous inquiétez pas", a déclaré Lawrence, Habyarimana. "Museveni est mon ami et ne permettra jamais au FPR d'envahir". Habyarimana bluffait. Le programme des frontières ouvertes faisait en fait partie de sa propre contre-stratégie implacable. Toute personne à l'intérieur du Rwanda visitée par un réfugié tutsi serait suivie par des agents de l'État et marquerait automatiquement un sympathisant du FPR; beaucoup ont été arrêtés, torturés et tués par des agents du gouvernement rwandais. Les Tutsis à l'intérieur du Rwanda sont devenus des pions dans une lutte de pouvoir entre l'exil du FPR et le gouvernement de Habyarimana. Cinq ans plus tard, ils seraient complètement écrasés dans l'un des pires génocides déjà enregistrés.

Dans la matinée du 1er octobre 1990, des milliers de combattants du FPR se sont rassemblés dans un stade de football de l'ouest de l'Ouganda à environ 20 milles de la frontière rwandaise. Certains étaient des déserteurs tutsis rwandais de l'armée ougandaise; d'autres étaient des volontaires des camps de réfugiés. Deux hôpitaux proches ont été préparés pour des pertes. Lorsque les sections locales ont demandé ce qui se passait, Fred Rwigyema, qui était à la fois un commandant de l'armée ougandaise et le chef du FPR, a déclaré qu'ils se préparaient aux prochaines célébrations de l'Indépendance de l'Ouganda, mais certains rebelles excités laissent entendre le véritable but de leur mission. Ils ont traversé le Rwanda l'après-midi. L'armée rwandaise, avec l'aide des commandos français et zairois, a cessé leur avance et les rebelles ont reculé vers l'Ouganda. Peu de temps après, ils ont envahi à nouveau et ont finalement établi des bases dans les montagnes Virunga du nord du Rwanda.

Les présidents Museveni et Habyarimana participaient à une conférence de l'Unicef à New York à l'époque. Ils restaient dans le même hôtel et Museveni a rangé la chambre de Habyarimana à 5 heures du matin pour dire qu'il venait d'apprendre que 14 de ses officiers tutsis rwandais avaient déserté et traversé le Rwanda. "Je tiens à préciser", a déclaré le président ougandais, "que nous ne connaissions pas la désertion de ces garçons", c'est-à-dire les Rwandais, pas 14, mais dont plusieurs venait d'envahir le pays de Habyarimana est-ce que nous l'appuyons?

À Washington, quelques jours plus tard, Museveni a déclaré au chef de l'Afrique du Département d'Etat, Herman Cohen, qu'il courtira les divisions martiales des déserteurs rwandais s'ils tentaient de retourner en Ouganda. Mais quelques jours plus tard, il a demandé silencieusement à la France et à la Belgique de ne pas aider le gouvernement rwandais à repousser l'invasion. Cohen écrit qu'il croit maintenant que Museveni a dû feindre un choc, quand il savait ce qui se passait tout au long.

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

Lorsque Museveni est retourné en Ouganda, Robert Gribbin, alors chef adjoint de la mission à l'ambassade américaine à Kampala, a eu des "points de discussion rigoureux" pour lui. Arrêtez l'invasion à la fois, a déclaré l'Américain, et ne garantissent aucun soutien apporté au FPR de l'Ouganda.

Museveni avait déjà émis un communiqué promettant de sceller tous les passages frontaliers entre l'Ouganda et le Rwanda, ne fournirait aucune assistance au FPR et arrêterait tous les rebelles qui essayaient de retourner en Ouganda. Mais il n'a procédé à aucune de ces choses et les Américains semblent n'avoir aucune objection.

Lorsque le FPR a lancé son invasion, Kagame, alors officier supérieur de l'armée ougandaise et du FPR, était au Kansas au Commandement de l'armée des États-Unis et au Collège d'état-major général à Fort Leavenworth, étudiant les tactiques de terrain et les psyops, les techniques de propagande pour gagner les cœurs et les esprits. Mais après que quatre commandants du FPR ont été tués, il a dit à ses instructeurs américains qu'il sortait pour rejoindre l'invasion rwandaise. Les Américains ont apparemment appuyé cette décision et Kagame a volé dans l'aéroport d'Entebbe, s'est rendu à la frontière rwandaise par la route et a traversé pour prendre le commandement des rebelles.

Pour les trois prochaines années et demi, l'armée ougandaise a continué à fournir des armes et des armes aux combattants de Kagame et à permettre à ses soldats de passer librement à travers la frontière. En 1991, Habyarimana a accusé Museveni de permettre au FPR d'attaquer le Rwanda à partir de bases protégées sur le territoire ougandais. Quand un journaliste ougandais a publié un article dans le journal appartenant au gouvernement New Vision révélant l'existence de ces bases, Museveni a menacé de charger le journaliste et son éditeur avec la sédition. Toute la zone frontalière a été désordonnée. Même une équipe d'inspection militaire française et italienne s'est vu refuser l'accès.

En octobre 1993, le conseil de sécurité de l'ONU a autorisé une force de maintien de la paix à s'assurer qu'aucune arme n'a franchi la frontière. Le commandant des forces de maintien de la paix, le Lt-Gen canadien Roméo Dallaire, a passé la majeure partie de son temps au Rwanda, mais il a également visité la ville frontalière ougandaise de Kabale, où un officier lui a dit que ses inspecteurs devaient fournir à l'armée ougandaise 12 heures de prison, notez que des escortes pourraient être organisées pour les accompagner sur leurs patrouilles frontalières. Dallaire a protesté: l'élément de surprise est crucial pour de telles missions de suivi. Mais les Ougandais ont insisté et finalement, Dallaire, qui était beaucoup plus préoccupé par les développements au Rwanda, a abandonné. La frontière était un tamis de toute façon, comme Dallaire l'a écrit plus tard. Il y avait cinq sites de croisement officiels et d'innombrables sentiers de montagne non magnifiés. Il était impossible de surveiller. Dallaire avait également entendu dire qu'un arsenal à Mbarara, une ville ougandaise à environ 80 milles de la frontière du Rwanda, était utilisé pour fournir le FPR. Les Ougandais ont refusé d'autoriser les soldats de la paix de Dallaire à inspecter cela. En 2004, Dallaire a déclaré à une audience du Congrès des États-Unis que Museveni avait eu son petit rire quand ils se sont réunis lors d'un rassemblement pour commémorer le 10e anniversaire du génocide. "Je me souviens de cette mission de l'ONU à la frontière", a déclaré Museveni. "Nous avons manœuvré des façons de contourner cela, et bien sûr, nous avons soutenu le [RPF]".

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

Les responsables américains savaient que Museveni ne respectait pas sa promesse de faire face aux chefs martiaux du FPR. Les États-Unis surveillaient les expéditions d'armes ougandaises au FPR en 1992, mais au lieu de punir Museveni, les donateurs occidentaux, y compris les États-Unis, ont doublé l'aide à son gouvernement et ont permis à ses dépenses de défense de gonfler à 48% du budget ougandais, contre 13% pour l'éducation et 5% pour la santé, même si le sida ravageait le pays. En 1991, l'Ouganda a acheté 10 fois plus d'armes américaines que dans les 40 années précédentes combinées.

L'invasion du Rwanda en 1990 et le soutien tacite des États-Unis pour cela sont d'autant plus inquiétants car, au cours des mois précédents, Habyarimana avait accédé à plusieurs demandes de la communauté internationale, y compris pour le retour des réfugiés et un système multipartite démocratique. Donc, ce n'était pas clair pour quoi le FPR se battait. Certes, les négociations sur le rapatriement des réfugiés auraient pu traîner et n'auraient peut-être pas été réglées à la satisfaction du FPR, ou du tout. Mais les négociations semblent avoir été abandonnées brusquement en faveur de la guerre.

Au moins un américain était préoccupé par cela. L'ambassadeur des États-Unis au Rwanda, Robert Flaten, a vu de son propre chef que l'invasion du FPR avait provoqué la terreur au Rwanda. Après l'invasion, des centaines de milliers de villageois majoritairement hutu ont fui les zones du FPR, déclarant avoir vu des enlèvements et des meurtres. Flaten a exhorté l'administration de George HW Bush à imposer des sanctions à l'Ouganda, comme elle l'avait fait en Irak après l'invasion du Koweït plus tôt cette année-là. Mais contrairement à Saddam Hussein, qui a été renvoyé du Koweït, Museveni n'a reçu que les «questions rigoureuses» de Gribbin au sujet de l'invasion du Rwanda par le FPR.

"En bref," écrit Gribbin, "nous avons dit que le chat était hors du sac, et ni les États-Unis ni l'Ouganda ne l'ont réagi." Sanctionner Museveni aurait pu nuire aux intérêts américains en Ouganda, explique-t-il. "Nous avons cherché une nation stable après des années de violence et d'incertitude. Nous avons encouragé les initiatives démocratiques naissantes. Nous avons soutenu toute une série de réformes économiques. "

Mais les États-Unis ne favorisaient pas les initiatives démocratiques naissantes en Ouganda. Tout en faisant pression sur d'autres pays, y compris le Rwanda, pour ouvrir un espace politique, les donateurs de l'Ouganda autorisaient Museveni à interdire l'activité des partis politiques, à arrêter des journalistes et des éditeurs et à mener des opérations de contre-insurrection brutales dans lesquelles des civils ont été torturés et tués. Et loin de chercher la stabilité, les États-Unis, en permettant à l'Ouganda d'armer le FPR, ont ouvert la voie à ce qui se révélerait être le pire déclenchement de la violence jamais enregistré sur le continent africain. Des années plus tard, Cohen a exprimé le regret de ne pas avoir pressé l'Ouganda d'arrêter de soutenir le FPR, mais il était trop tard.

Pour Habyarimana et son cercle d'élites hutues, l'invasion du FPR semblait avoir une doublure d'argent, du moins au début. À l'époque, les relations Hutu / Tutsis au Rwanda se sont améliorées. Habyarimana avait cherché à se réconcilier avec les Tutsis qui vivaient toujours au Rwanda en réservant des emplois de la fonction publique et des lieux universitaires pour eux en proportion de leur part de la population. Ce programme a été modestement réussi, et les plus grandes tensions dans le pays se situent maintenant selon des lignes de classe, et non ethniques. Une petite clique

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

hutu instruit liée à la famille de Habyarimana qui se disait évolués - les évolués - vivait du travail de millions de Hutus rurales appauvries, qu'ils exploitaient aussi brutalement que les sages tutsi d'autrefois.

Les évolués ont soumis les paysans au travail forcé et se sont engraisés sur des projets de «lutte contre la pauvreté» de la Banque mondiale qui ont fourni des emplois et d'autres avantages pour leur propre groupe, mais ont peu contribué à atténuer la pauvreté. Les donateurs d'aide internationale ont exercé une pression sur Habyarimana pour permettre aux partis politiques de l'opposition de fonctionner, et beaucoup de nouveaux ont vu le jour. Les Hutus et les Tutsis étaient de plus en plus nombreux à critiquer le comportement autocratique et le népotisme de Habyarimana et les vastes inégalités économiques dans le pays.

Lorsque les feux de l'union ethnique du Rwanda ont retombé à la vie au lendemain de l'invasion du FPR, Habyarimana et son cercle semblent avoir perçu une opportunité politique: maintenant ils pourraient distraire les masses hutues mécontentes de leurs propres abus en réveillant les craintes des «Tutsis démon», qui deviendront rapidement des boucs émissaires pour détourner l'attention des injustices socio-économiques profondes.

Peu de temps après l'invasion, tous les Tutsis - qu'ils soient ou non partisans du FPR - sont devenus des cibles d'une campagne de propagande vicieuse qui porterait des fruits hideux en avril 1994. Les journaux, les magazines et les émissions de radio hutu chauvins ont commencé à rappeler aux Hutu qu'ils étaient les occupants originaux de la La région des Grands Lacs et que les Tutsis étaient Nilotics - des éminents ressortissants de guerre éthiopiens qui les avaient conquis et asservis au 17ème siècle. L'invasion du FPR n'était rien d'autre qu'un complot de Museveni, Kagame et de ses co-conspirateurs tutsis pour rétablir ce pire empire nilotique. Les cartouches de Tutsis qui ont tué des Hutus ont commencé à apparaître dans des magazines, ainsi que des avertissements que tous les Tutsis étaient des espions du FPR qui se sont penchés pour traîner le pays aux jours où la Reine Tutsi a supposé s'élever de son siège soutenue par des épées menées entre les épaules d'enfants hutus. En décembre 1993, une image d'une machette apparaissait sur la première page d'une publication hutue sous le titre «Que faire au sujet des Tutsis?

Habyarimana savait que le FPR, grâce au soutien ougandais, était mieux armé, formé et discipliné que sa propre armée. Sous une pression internationale immense, il avait convenu en août 1993 d'accorder les sièges du FPR dans un gouvernement de transition et près de la moitié de tous les postes de l'armée. Même les Tutsis à l'intérieur du Rwanda étaient contre le fait que le FPR avait beaucoup de pouvoir parce qu'ils savaient que cela pourrait provoquer encore plus les Hutus fâchés et effrayants et ils avaient raison. Alors que le gouvernement de plus en plus fragile de Habyarimana accédait à contrecœur aux demandes de pouvoir du FPR, les maires extrémistes hutus et d'autres fonctionnaires locaux ont commencé à accumuler des fusils et des groupes de milices anti-Tutsis liés au gouvernement ont commencé à distribuer des machettes et du kérosène à des génocidaires potentiels.

En janvier 1994, quatre mois avant le génocide, la CIA a prédit que si les tensions n'étaient pas désamorcées, des centaines de milliers de personnes mourraient en violence ethnique. La poudrière attendait une étincelle pour l'éteindre.

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

Cette étincelle a atteint environ 8 heures du matin le 6 avril 1994, lorsque les roquettes ont tiré des positions proches de l'aéroport de Kigali ont abattu l'avion de Habyarimana alors qu'il s'apprêtait à atterrir. Le lendemain matin, des groupes frénétiques de milices hutues, convaincus que l'apocalypse nilotique était proche, ont lancé une attaque féroce contre leurs voisins tutsis.

Peu de sujets sont plus polarisants que l'histoire moderne du Rwanda. Des questions telles que «Le FPR a-t-il commis des violations des droits de l'homme?» Ou «Qui a abattu l'avion du président Habyarimana?» Ont été signalés pour déclencher des émeutes lors de conférences universitaires. Le gouvernement rwandais interdit et éloigne les érudits du pays, en les qualifiant d'«ennemis du Rwanda» et de «négation du génocide», et Kagame a déclaré qu'il ne pensait pas que «quiconque dans les médias, les organisations de défense des droits de l'homme des Nations Unies tout droit moral qui soit d'imposer des accusations contre moi ou le Rwanda ».

Quoi qu'il en soit, plusieurs lignes de preuve suggèrent que le FPR était responsable de l'abaissement de l'avion de Habyarimana. Les missiles utilisés étaient des SA-16 fabriqués en Russie. L'armée rwandaise n'était pas connue pour posséder ces armes, mais le FPR les avait au moins depuis mai 1991. Deux lanceurs à usage unique SA-16 ont également été trouvés dans une vallée près de Masaka Hill, une zone située à portée de l'aéroport accessible au FPR. Selon le bureau du procureur militaire russe, les lanceurs avaient été vendus en Ouganda par l'URSS en 1987. Depuis 1997, cinq enquêtes supplémentaires sur le crash ont été menées, dont une par une équipe nommée par l'ONU, et une par les juges français et espagnol travaillant de manière indépendante. Ces trois ont conclu que le FPR était probablement responsable. Deux enquêtes du gouvernement rwandais ont conclu à l'inverse que les élites hutues et les membres de l'armée de Habyarimana étaient responsables.

Un rapport de 2012 sur l'accident commandé par deux juges français aurait exonéré le FPR. Mais ce rapport, bien que largement médiatisé comme définitif, n'était pas le cas. Les auteurs ont utilisé des preuves balistiques et acoustiques pour soutenir que les missiles ont probablement été tirés par l'armée rwandaise de la caserne militaire de Kanombe. Mais ils admettent que leurs résultats techniques ne pouvaient pas exclure la possibilité que les missiles aient été tirés de Masaka Hill, où les lanceurs ont été retrouvés. Le rapport ne permet pas non plus d'expliquer comment l'armée rwandaise, qui ne connaissait pas ses SA-16, aurait pu abattre l'avion en les utilisant.

Peu après le crash de l'avion, les génocidaires ont commencé leur attaque contre les Tutsis, et le FPR a commencé à avancer. Mais les mouvements de troupes des rebelles ont suggéré que leur priorité principale était de conquérir le pays, de ne pas sauver des civils tutsis. Plutôt que de se diriger vers le sud, où la plupart des tueries ont eu lieu, le FPR a encerclé autour de Kigali. Au moment où il a atteint la capitale, plus tard, la plupart des Tutsis étaient morts.

Lorsque le soldat de la paix de l'ONU, Dallaire, a rencontré le commandant du FPR Kagame lors du génocide, il a demandé le retard. "Il savait très bien que tous les jours de combats à la périphérie signifiaient une mort certaine pour les Tutsis encore derrière les lignes [forces du gouvernement du Rwanda]", écrit Dallaire dans **Shake Hands With the Devil**. "[Kagame] a ignoré les implications de ma question."

Au cours des années qui ont suivi, Bill Clinton s'est excusé à plusieurs reprises pour l'inaction des États-Unis lors du génocide. "Si nous étions arrivés plus tôt, je pensais que nous aurions pu sauver au

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

moins un tiers de la vie perdue", a-t-il déclaré à la journaliste Tania Bryer en 2013. Au lieu de cela, les Européens et les Américains ont extrait leurs propres citoyens et les soldats de la paix des Nations Unies se sont retirés tranquillement. Mais Dallaire indique que Kagame aurait rejeté l'aide de Clinton en tout cas. "La communauté internationale cherche à envoyer une force d'intervention pour des raisons humanitaires", a déclaré Kagame à Dallaire. "Mais pour quelle raison? Si une force d'intervention est envoyée au Rwanda, nous, "- ce qui signifie le FPR -" le combattra ".

### **«Le Rwanda est comme une jolie fille avec beaucoup de maquillage, mais l'intérieur est sombre et sale»**

Lorsque le FPR a avancé, les réfugiés hutus ont fui dans les pays voisins. À la fin du mois d'avril, des stations de télévision à travers le monde diffusent des images de milliers et des milliers d'entre eux traversant le pont Rusumo du Rwanda en Tanzanie, alors que les cadavres gonflés de Rwandais flottaient sous la rivière Kagera. La plupart des spectateurs ont supposé que tous les cadavres étaient des Tutsis tués par Hutu génocidaires. Mais la rivière s'écoule principalement à partir de zones occupées par le FPR, et Mark Prutsalis, un fonctionnaire des Nations Unies travaillant dans les camps de réfugiés de Tanzanie, soutient qu'au moins certains des corps étaient probablement des victimes hutues de représailles menées par le FPR. Un réfugié après l'autre lui a dit que les soldats du FPR étaient allés en maison dans les zones hutues, entraînant les gens, les attaquant et les jetant dans la rivière. L'ONU a estimé plus tard que le FPR a tué quelque 10 000 civils chaque mois pendant le génocide.

Lawrence Nsereko était parmi les journalistes sur le pont Rusumo ce jour-là et, comme les corps flottaient, il remarqua quelque chose d'étrange. Les bras de certains d'entre eux avaient été attachés avec des cordes derrière leur dos. En Ouganda, cette méthode de retenue est connue sous le nom de "cravate à trois pièces"; il exerce une pression extrême sur le sternum, entraîne une douleur brûlante et peut entraîner une gangrène. Amnesty International l'a récemment souligné comme une méthode de torture de signature de l'armée de Museveni, et Lawrence s'est demandé si le FPR avait appris cette technique auprès de ses patrons ougandais.

En juin 1994, alors que l'abattage au Rwanda était encore en cours, Museveni s'est rendu à Minneapolis, où il a reçu une médaille de service public Hubert H Humphrey et un doctorat honorifique de l'Université du Minnesota. Le doyen, un ancien responsable de la Banque mondiale, a loué Museveni pour avoir mis fin aux atteintes aux droits de l'homme en Ouganda et à préparer son pays à la démocratie multipartite. Les journalistes et les universitaires occidentaux ont fait l'éloge de Museveni. "L'Ouganda [est] l'un des rares scintillements d'espoir pour l'avenir de l'Afrique noire", a écrit un. Le New York Times a comparé le leader ougandais à Nelson Mandela, et le magazine Time l'a qualifié de «berger et philosophe» et «boussole intellectuelle de l'Afrique centrale».

Museveni a également visité Washington lors de ce voyage, où il a rencontré Clinton et son conseiller en sécurité nationale, Anthony Lake. Je ne pouvais trouver aucun récit de ce que les hommes ont discuté, mais je peux imaginer que les Américains se lamentent de la tragédie au Rwanda, et les Ougandais expliquent que cette catastrophe n'a confirmé que sa longue théorie selon laquelle les

NOTE DE LA TRIBUNE FRANCO-RWANDAISE <http://www.france-rwanda.info>  
Article de Helen C Epsein, paru dans **The Guardian.com** du 12 septembre 2017

Titre anglais : America's secret role in the Rwandan genocide

<https://www.theguardian.com/news/2017/sep/12/americas-secret-role-in-the-rwandan-genocide>

Note : Cet article est traduit de l'anglais avec l'aide de Google traduction. La rédaction de TFR-INFO prie le lecteur de bien vouloir l'excuser pour les erreurs de traduction que peut contenir la version française de cet article.

10

Africains étaient trop attachés aux loyautés des clans pour la démocratie multipartite. Les paysans ignorants du continent appartenaient sous le contrôle des autocrates comme lui.

*Il s'agit d'un extrait adapté d'Another Fine Mess: l'Amérique, l'Ouganda et la Guerre contre le terrorisme, publié par Columbia Global Reports. Pour commander une copie pour £ 9.34, rendez-vous sur [guardianbookshop.com](http://guardianbookshop.com) ou composez le 0330 333 6846. Gratuit UK p & p over £ 10, uniquement en ligne. Commandes par téléphone min. p & p de £ 1,99.*

<https://www.theguardian.com/news/2017/sep/12/americas-secret-role-in-the-rwandan-genocide>